Brésil : Les gages financiers de la nouvelle présidente

03/11/2010 à 6h00

Dilma Rousseff, la présidente élue a tenu à rassurer les milieux financiers et économiques. Son adversaire n'avait pas hésité à exacerber les peurs. Elle hérite d'une économie solide, avec une prévision de croissance de 7% en 2010.

La bourse de São Paolo a fait lundi un bon accueil à Dilma Rousseff, élue présidente du Brésil dimanche au second tour de scrutin avec 56% des voix contre son adversaire, le social-démocrate José Serra. L'indice Bovespa a évolué en hausse (1,32% en fin de journée) alors que d'autres marchés faisaient du surplace.

> ***Les investisseurs parient sur la continuité de la politique économique de son prédécesseur et mentor Luiz Inacio Lula da Silva. Au cours de ses deux mandats, entre 2003 et 2010, celui-ci a assuré une croissance annuelle moyenne de 5% durant une décennie, sorti 21 millions de personnes de la pauvreté, augmenté le revenu des ménages de 32% et créé 15 millions de nouvelles places de travail.***

«*Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le Brésil traverse une transition politique sans bouleversement dans l'économie*», a fait remarquer Carlos Langoni, un ancien directeur de la Banque centrale brésilienne.

C'est ce qui explique l'empressement de Dilma Rousseff à donner des assurances aux acteurs financiers et économiques dès dimanche soir. «*Nous nous occuperons de l'économie avec un sens de responsabilité totale. Les Brésiliens n'acceptent pas de gouvernement qui dépense aveuglément et nous ferons tous*

les efforts pour améliorer les dépenses publiques». Au lendemain de son élection en 2003, Lula da Silva avait livré le même type de message. Elle n'a toutefois pas caché son objectif de voir l'État jouer un plus grand rôle dans certains secteurs. Notamment le pétrole, dont de grandes réserves ont été découvertes récemment au large de Rio de Janeiro par la société nationale Petrobras.

Lire la suite sur Le Temps